IMT Nuremberg Archives

H – 3534

International Court of Justice

OFFICE OF U.S. CHIEF OF COUNSEL FOR WAR CRIMES

EVIDENCE DIVISION

Date : 2 August 1948

I certify that Document Number TC-12 was introduced into evidence as Exhibit Number GB-13 in the Trial by the International Tribunal of Hermann GOERING, et al, which commenced on 20 November 1945, and that the attached photostat is a true and correct copy of the original.

Fred Niebergall

Fred NIEBERGALL
Chief, Document
Control Branch.

H3534 - 0002

H3534 - 0003

C E R T I F I C A T E

I hereby certify that the annexed document TC-12 No. GB - 13 is a photostat of an original document submitted in evidence by the British Prosecution under this number. The original document has been withdrawn in accordance with Rule 10 of the International Military Tribunal, and to the best of my knowledge and belief is to be held at the National Archives, Washington D.C.

Paul Joosten

PAUL A. JOOSTEN

General Secretary
International Military Tribunal

Nuremberg, 28 July 1948

H3534 – 0004

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

TO ALL TO WHOM THESE PRESENTS SHALL COME, GREETING:

I certify that the document hereunto annexed is a ue photostatic copy of the official French text, and the lish translation, of the treaty of mutual guarantee, ther with final protocol, between Germany, Belgium, ce, Great Britain, and Italy done at Locarno er 16, 1925, and collective note to Germany regarding e 16 of the Covenant of the League of Nations dated r 1, 1926, as printed in the League of Nations Series, volume LIV, pages 290-301.

urther certify that, according to the official f the Department of State, instruments of ratifi- the treaty were deposited at Geneva September 14, hich date the treaty entered into force, in with the provisions of article 10 thereof.

IN TESTIMONY WHEREOF, I have hereunto set my hand and caused the Seal of the Department of State to be affixed at the City of Washington, in the District of Columbia, this thirty-first day of August, 1945.

James F. Byrnes

Secretary of State
of the United States of America.

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
GB Exhibit 13
Filed 5 Dec 45

037 61

TC 12

N° 1292. — TRAITÉ DE GARANTIE MUTUELLE[1] ENTRE L'ALLEMAGNE, LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ITALIE, FAIT A LOCARNO LE 16 OCTOBRE 1925.

Texte officiel français. Ce traité a été enregistré par le Secrétariat, conformément à son article 10, le 14 septembre 1926, jour de son entrée en vigueur.

LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ;

Soucieux de satisfaire au désir de sécurité et de protection qui anime les nations qui ont eu à subir le fléau de la guerre de 1914-1918 ;

Constatant l'abrogation des traités de neutralisation de la Belgique, et conscients de la nécessité d'assurer la paix dans la zone qui a été si fréquemment le théâtre des conflits européens ;

Et également animés du sincère désir de donner à toutes les Puissances signataires intéressées des garanties complémentaires dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des traités en vigueur entre elles ;

Ont résolu de conclure un traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND :

Dr Hans LUTHER, chancelier de l'Empire ;
Dr Gustav STRESEMANN, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Emile VANDERVELDE, ministre des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Stanley BALDWIN, M.P., Premier Lord de la Trésorerie et premier ministre ;
Le Très Honorable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M.P., principal secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

L'Honorable Vittorio SCIALOJA, sénateur du Royaume ;

[1] Les ratifications ont été déposées à Genève, le 14 septembre 1926.

037052

H3534 – 0005

H3534 – 0006
037063

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes garantissent individuellement et collectivement, ainsi qu'il est stipulé dans les articles ci-après, le maintien du *statu quo* territorial résultant des frontières entre l'Allemagne et la Belgique et entre l'Allemagne et la France, et l'inviolabilité desdites frontières telles qu'elles sont fixées par ou en exécution du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919, ainsi que l'observation des dispositions des articles 42 et 43 dudit traité, concernant la zone démilitarisée.

Article 2.

L'Allemagne et la Belgique et de même l'Allemagne et la France s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir de part et d'autre en aucun cas à la guerre.

Toutefois cette stipulation ne s'applique pas s'il s'agit :

1° De l'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire de s'opposer à une violation de l'engagement de l'alinéa précédent ou à une contravention flagrante aux articles 42 ou 43 dudit Traité de Versailles lorsqu'une telle contravention constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison du rassemblement de forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire ;

2° D'une action en application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations ;

3° D'une action en raison d'une décision prise par l'Assemblée ou par le Conseil de la Société des Nations, ou en application de l'article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, pourvu que dans ce dernier cas cette action soit dirigée contre un Etat qui le premier s'est livré à une attaque.

Article 3.

Prenant en considération les engagements respectivement pris par elles dans l'article 2 du présent traité, l'Allemagne et la Belgique, et l'Allemagne et la France s'engagent à régler par voie pacifique et de la manière suivante toutes questions, de quelque nature qu'elles soient, qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires :

Toutes questions au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumises à des juges, à la décision desquels les Parties s'engagent à se conformer.

Toute autre question sera soumise à une commission de conciliation et, si l'arrangement proposé par cette commission n'est pas agréé par les deux Parties, la question sera portée devant le Conseil de la Société des Nations, statuant conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

Les modalités de ces méthodes de règlement pacifique sont l'objet de conventions particulières signées en date de ce jour.

Article 4.

1° Si l'une des Hautes Parties contractantes estime qu'une violation de l'article 2 du présent traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles a été ou est commise, elle portera immédiatement la question devant le Conseil de la Société des Nations.

2° Dès que le Conseil de la Société des Nations aura constaté qu'une telle violation ou contravention a été commise, il en donnera sans délai avis aux Puissances signataires du présent traité, et

037064

chacune d'elles s'engage à prêter, en pareil cas, immédiatement son assistance à la Puissance contre laquelle l'acte incriminé aura été dirigé.

3° En cas de violation flagrante de l'article 2 du présent traité ou de contravention flagrante aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles par l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des autres Puissances contractantes s'engage dès à présent à prêter immédiatement son assistance à la Partie contre laquelle une telle violation ou contravention aura été dirigée dès que ladite Puissance aura pu se rendre compte que cette violation constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison soit du franchissement de la frontière, soit de l'ouverture des hostilités ou du rassemblement de forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire. Néanmoins, le Conseil de la Société des Nations, saisi de la question conformément au premier paragraphe du présent article, fera connaître le résultat de ses constatations. Les Hautes Parties contractantes s'engagent en pareil cas à agir en conformité avec les recommandations du Conseil qui auraient recueilli l'unanimité des voix à l'exclusion des voix des représentants des Parties engagées dans les hostilités.

Article 5.

La stipulation de l'article 3 du présent traité est placée sous la garantie des Hautes Parties contractantes ainsi qu'il est prévu ci-après :

Si l'une des Puissances mentionnées à l'article 3 refuse de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire et commet une violation de l'article 2 du présent traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles, les dispositions de l'article 4 du présent traité s'appliqueront.

Dans le cas où, sans commettre une violation de l'article 2 du présent traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles, une des Puissances mentionnées à l'article 3 refuserait de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire, l'autre Partie saisira le Conseil de la Société des Nations, qui proposera les mesures à prendre ; les Hautes Parties contractantes se conformeront à ces propositions.

Article 6.

Les dispositions du présent traité ne portent pas atteinte aux droits et obligations résultant pour les Hautes Parties contractantes du Traité de Versailles, ainsi que des arrangements complémentaires, y compris ceux signés à Londres, le 30 août 1924 [1].

Article 7.

Le présent traité, destiné à assurer le maintien de la paix et conforme au Pacte de la Société des Nations, ne pourra être interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 8.

Le présent traité sera enregistré à la Société des Nations conformément au Pacte de la Société. Il restera en vigueur jusqu'à ce que, sur la demande de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes notifiée aux autres Puissances signataires trois mois d'avance, le Conseil, votant à la majorité des deux tiers au moins, constate que la Société des Nations assure aux Hautes Parties contractantes des garanties suffisantes, et le traité cessera alors ses effets à l'expiration d'un délai d'une année.

[1] Vol. XXX, pages 63, 75, 89 et 97, de ce recueil.

H3534 – 0007

H3534 – 0008

Article 9.

Le présent traité n'imposera aucune obligation à aucun des dominions britanniques ou à l'Inde, à moins que le Gouvernement de ce dominion ou de l'Inde ne signifie qu'il accepte ces obligations.

Article 10.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront déposées à Genève dans les archives de la Société des Nations aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dès que toutes les ratifications auront été déposées et que l'Allemagne sera devenue membre de la Société des Nations.

Le présent traité, fait en un seul exemplaire, sera déposé aux archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire général sera prié de remettre à chacune des Hautes Parties contractantes des copies certifiées conformes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Locarno le seize octobre, mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) *(Signé)* Hans LUTHER.
(L. S.) *(Signé)* Gustav STRESEMANN.
(L. S.) *(Signé)* Emile VANDERVELDE.
(L. S.) *(Signé)* Aristide BRIAND.
(L. S.) *(Signé)* Stanley BALDWIN.
(L. S.) *(Signé)* Austen CHAMBERLAIN.
(L. S.) *(Signé)* Vittorio SCIALOJA.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONFÉRENCE DE LOCARNO

Les représentants des Gouvernements allemand, belge, britannique, français, italien, polonais et tchécoslovaque, réunis à Locarno du 5 au 16 octobre 1925, en vue de rechercher d'un commun accord les moyens de préserver du fléau de la guerre leurs nations respectives, et de pourvoir au règlement pacifique des conflits de toute nature qui viendraient éventuellement à surgir entre certaines d'entre elles,

Ont donné leur agrément aux projets de traités et conventions qui les concernent respectivement et qui, élaborés au cours de la présente conférence, se réfèrent réciproquement les uns aux autres :

Traité[1] entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie (Annexe A).
Convention[1] d'arbitrage entre l'Allemagne et la Belgique (Annexe B).
Convention[1] d'arbitrage entre l'Allemagne et la France (Annexe C).
Traité[1] d'arbitrage entre l'Allemagne et la Pologne (Annexe D).
Traité[1] d'arbitrage entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie (Annexe E).

Ces actes, dès à présent paraphés *ne varietur* porteront la date de ce jour, les représentants des parties intéressées convenant de se rencontrer à Londres le 1er décembre prochain, pour procéder au cours d'une même réunion, à la formalité de la signature des actes qui les concernent.

[1] Voir Engagements internationaux N°s 1292 à 1298, dans ce volume.

037065

H3534 – 0009

Le ministre des Affaires étrangères de France fait connaître qu'à la suite des projets de traités d'arbitrage ci-dessus mentionnées, la France, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont également arrêté à Locarno des projets d'accords en vue de s'assurer réciproquement le bénéfice desdits traités. Ces accords seront régulièrement déposés à la Société des Nations mais dès à présent M. Briand en tient des copies à la disposition des Puissances ici représentées.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne propose qu'en réponse à certaines demandes d'explications concernant l'article 16 du Pacte de la Société des Nations et présentées par le Chancelier et le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, la lettre, dont le projet également est ci-joint (Annexe F), leur soit adressée en même temps qu'il sera procédé à la formalité de la signature des actes ci-dessus mentionnés. Cette proposition est agréée.

Les représentants des gouvernements ici représentés déclarent avoir la ferme conviction que l'entrée en vigueur de ces traités et conventions contribuera grandement à amener une détente morale entre les nations, qu'elle facilitera puissamment la solution de beaucoup de problèmes politiques ou économiques conformément aux intérêts et aux sentiments des peuples et qu'en raffermissant la paix et la sécurité en Europe elle sera de nature à hâter d'une manière efficace le désarmement prévu par l'article 8 du Pacte de la Société des Nations.

Ils s'engagent à donner leur concours sincère aux travaux déjà entrepris par la Société des Nations relativement au désarmement et à en rechercher la réalisation dans une entente générale.

Fait à Locarno, le 16 octobre 1925.

Dr Luther.
Stresemann.
Emile Vandervelde.
Aristide Briand.
Austen Chamberlain.
Benito Mussolini.
Al. Skrzynski.
Dr Eduard Beneš.

NOTE COLLECTIVE A L'ALLEMAGNE CONCERNANT L'ARTICLE 16 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Londres, *le 1er décembre* 1925.

Excellences,

La délégation allemande a bien voulu demander quelques précisions au sujet de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations.

Nous n'avons pas qualité pour nous prononcer au nom de la Société, mais nous n'hésitons pas, à la suite des discussions qui ont eu lieu déjà dans l'Assemblée et dans les commissions de la Société des Nations, et après les explications qui ont été échangées entre nous, à vous dire l'interprétation que, pour notre part, nous donnons à l'article 16.

037066

H3534 – 0010

D'après cette interprétation, les obligations résultant dudit article pour les Membres de la Société doivent être entendues en ce sens que chacun des Etats membres de la Société est tenu de collaborer loyalement et efficacement pour faire respecter le Pacte et pour s'opposer à tout acte d'agression, dans une mesure qui soit compatible avec sa situation militaire, et qui tienne compte de sa position géographique.

Nous avons l'honneur d'offrir en même temps à Vos Excellences l'assurance de notre très haute considération.

Emile VANDERVELDE.
Aristide BRIAND.
Stanley BALDWIN.
Austen CHAMBERLAIN.
Vittorio SCIALOJA.
Alexandre SKRZYNSKI.
Dr Eduard BENEŠ.

037067

H3534 – 0011

TC12

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1292. — TREATY OF MUTUAL GUARANTEE[2] BETWEEN GERMANY, BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN AND ITALY, DONE AT LOCARNO, OCTOBER 16, 1925.

Official text in French. This Treaty was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 10, on September 14, 1926, the date of its entry into force.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ;

Anxious to satisfy the desire for security and protection which animates the peoples upon whom fell the scourge of the war of 1914-18 ;

Taking note of the abrogation of the treaties for the neutralisation of Belgium, and conscious of the necessity of ensuring peace in the area which has so frequently been the scene of European conflicts ;

Animated also with the sincere desire of giving to all the signatory Powers concerned supplementary guarantees within the framework of the Covenant of the League of Nations and the treaties in force between them ;

Have determined to conclude a treaty with these objects, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN EMPIRE :

Dr. Hans LUTHER, Chancellor of the Empire ;
Dr. Gustav STRESEMANN, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Emile VANDERVELDE, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Stanley BALDWIN, M.P., First Lord of the Treasury and Prime Minister ;
The Right Honourable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M.P., Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

The Honourable Vittorio SCIALOJA, Senator of the Kingdom ;

[1] Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

[1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

[2] The ratifications were deposited at Geneva, September 14, 1926.

037033

H3534 - 0012

Who, having communicated their full powers, found in good and due form have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties collectively and severally guarantee, in the manner provided in the following Articles, the maintenance of the territorial *status quo* resulting from the frontiers between Germany and Belgium and between Germany and France, and the inviolability of the said frontiers as fixed by or in pursuance of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28, 1919, and also the observance of the stipulations of Articles 42 and 43 of the said Treaty concerning the demilitarised zone.

Article 2.

Germany and Belgium, and also Germany and France, mutually undertake that they will in no case attack or invade each other or resort to war against each other.

This stipulation shall not, however, apply in the case of :

(1) The exercise of the right of legitimate defence, that is to say, resistance to a violation of the undertaking contained in the previous paragraph or to a flagrant breach of Articles 42 or 43 of the said Treaty of Versailles, if such breach constitutes an unprovoked act of aggression and by reason of the assembly of armed forces in the demilitarised zone, immediate action is necessary ;

(2) Action in pursuance of Article 16 of the Covenant of the League of Nations ;

(3) Action as the result of a decision taken by the Assembly or by the Council of the League of Nations or in pursuance of Article 15, paragraph 7, of the Covenant of the League of Nations, provided that in this last event the action is directed against a State which was the first to attack.

Article 3.

In view of the undertakings entered into in Article 2 of the present Treaty, Germany and Belgium, and Germany and France, undertake to settle by peaceful means and in the manner laid down herein all questions of every kind which may arise between them and which it may not be possible to settle by the normal methods of diplomacy :

Any question with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted to judicial decision, and the Parties undertake to comply with such decision.

All other questions shall be submitted to a conciliation commission. If the proposals of this commission are not accepted by the two Parties, the question shall be brought before the Council of the League of Nations, which will deal with it in accordance with Article 15 of the Covenant of the League.

The detailed arrangements for effecting such peaceful settlement are the subject of special Agreements signed this day.

Article 4.

(1) If one of the High Contracting Parties alleges that a violation of Article 2 of the present Treaty or a breach of Articles 42 or 43 of the Treaty of Versailles has been or is being committed, it shall bring the question at once before the Council of the League of Nations.

(2) As soon as the Council of the League of Nations is satisfied that such violation or breach has been committed, it will notify its finding without delay to the Powers signatory of the present

037069

H3534 – 0013

Treaty, who severally agree that in such case they will each of them come immediately to the assistance of the Power against whom the act complained of is directed.

(3) In case of a flagrant violation of Article 2 of the present Treaty or of a flagrant breach of Articles 42 or 43 of the Treaty of Versailles by one of the High Contracting Parties, each of the other Contracting Parties hereby undertakes immediately to come to the help of the Party against whom such a violation or breach has been directed as soon as the said Power has been able to satisfy itself that this violation constitutes an unprovoked act of aggression and that by reason either of the crossing of the frontier or of the outbreak of hostilities or of the assembly of armed forces in the demilitarised zone immediate action is necessary. Nevertheless, the Council of the League of Nations, which will be seized of the question in accordance with the first paragraph of this Article, will issue its findings, and the High Contracting Parties undertake to act in accordance with the recommendations of the Council, provided that they are concurred in by all the Members other than the representatives of the Parties which have engaged in hostilities.

Article 5.

The provisions of Article 3 of the present Treaty are placed under the guarantee of the High Contracting Parties as provided by the following stipulations :

If one of the Powers referred to in Article 3 refuses to submit a dispute to peaceful settlement or to comply with an arbitral or judicial decision and commits a violation of Article 2 of the present Treaty or a breach of Articles 42 or 43 of the Treaty of Versailles, the provisions of Article 4 of the present Treaty shall apply.

Where one of the Powers referred to in Article 3, without committing a violation of Article 2 of the present Treaty or a breach of Articles 42 or 43 of the Treaty of Versailles, refuses to submit a dispute to peaceful settlement or to comply with an arbitral or judicial decision, the other Party shall bring the matter before the Council of the League of Nations, and the Council shall propose what steps shall be taken ; the High Contracting Parties shall comply with these proposals.

Article 6.

The provisions of the present Treaty do not affect the rights and obligations of the High Contracting Parties under the Treaty of Versailles or under arrangements supplementary thereto, including the Agreements signed in London on August 30, 1924 [1].

Article 7.

The present Treaty, which is designed to ensure the maintenance of peace, and is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 8.

The present Treaty shall be registered at the League of Nations in accordance with the Covenant of the League. It shall remain in force until the Council, acting on a request of one or other of the High Contracting Parties notified to the other signatory Powers three months in advance, and voting at least by a two-thirds' majority, decides that the League of Nations ensures sufficient protection to the High Contracting Parties ; the Treaty shall cease to have effect on the expiration of a period of one year from such decision.

[1] Vol. XXX, pages 63, 75, 89 and 97, of this Series.

037070

H3534 – 0014

Article 9.

The present Treaty shall impose no obligation upon any of the British dominions, or upon India, unless the Government of such dominion, or of India, signifies its acceptance thereof.

Article 10.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be deposited at Geneva in the archives of the League of Nations as soon as possible.

It shall enter into force as soon as all the ratifications have been deposited and Germany has become a Member of the League of Nations.

The present Treaty, done in a single copy, will be deposited in the archives of the League of Nations, and the Secretary-General will be requested to transmit certified copies to each of the High Contracting Parties.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Locarno, October 16, 1925.

(L.S.) *(Signed)* Hans LUTHER.
(L.S.) *(Signed)* Gustav STRESEMANN.
(L.S.) *(Signed)* Emile VANDERVELDE.
(L.S.) *(Signed)* Aristide BRIAND.
(L.S.) *(Signed)* Stanley BALDWIN.
(L.S.) *(Signed)* Austen CHAMBERLAIN.
(L.S.) *(Signed)* Vittorio SCIALOJA.

FINAL PROTOCOL OF THE LOCARNO CONFERENCE.

The representatives of the German, Belgian, British, French, Italian, Polish and Czechoslovak Governments, who have met at Locarno from October 5 to 16, 1925, in order to seek by common agreement means for preserving their respective nations from the scourge of war and for providing for the peaceful settlement of disputes of every nature which might eventually arise between them,

Have given their approval to the draft Treaties and Conventions which respectively affect them and which, framed in the course of the present Conference, are mutually interdependent :

Treaty[1] between Germany, Belgium, France, Great Britain and Italy (Annex A).

Arbitration[1] Convention between Germany and Belgium (Annex B).
Arbitration[1] Convention between Germany and France (Annex C).
Arbitration[1] Treaty between Germany and Poland (Annex D).
Arbitration[1] Treaty between Germany and Czechoslovakia (Annex E).

These instruments, hereby initialled *ne varietur*, will bear to-day's date, the representatives of the interested Parties agreeing to meet in London on December 1 next, to proceed during the course of a single meeting to the formality of the signature of the instruments which affect them.

[1] See International Engagements Nos. 1292 to 1298, of this Volume.

037071

PHOTOSTAT

H3534 – 0015

The Minister for Foreign Affairs of France states that as a result of the draft arbitration treaties mentioned above, France, Poland and Czechoslovakia have also concluded at Locarno draft agreements in order reciprocally to assure to themselves the benefit of the said treaties. These agreements will be duly deposited at the League of Nations, but M. Briand holds copies forthwith at the disposal of the Powers represented here.

The Secretary of State for Foreign Affairs of Great Britain proposes that, in reply to certain requests for explanations concerning Article 16 of the Covenant of the League of Nations presented by the Chancellor and the Minister for Foreign Affairs of Germany, a letter, of which the draft is similarly attached (Annex F) should be addressed to them at the same time as the formality of signature of the above-mentioned instruments takes place. This proposal is agreed to.

The representatives of the Governments represented here declare their firm conviction that the entry into force of these treaties and conventions will contribute greatly in bringing about a moral relaxation of the tension between nations, that it will help powerfully towards the solution of many political or economic problems in accordance with the interests and sentiments of peoples, and that, in strengthening peace and security in Europe, it will hasten on effectively the disarmament provided for in Article 8 of the Covenant of the League of Nations.

They undertake to give their sincere co-operation to the work relating to disarmament already undertaken by the League of Nations and to seek the realisation thereof in a general agreement.

Done at Locarno, October 16, 1925.

Dr. LUTHER.
STRESEMANN.
Emile VANDERVELDE.
Aristide BRIAND.
Austen CHAMBERLAIN.
Benito MUSSOLINI.
Al. SKRZYNSKI.
Eduard BENEŠ.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

COLLECTIVE NOTE TO GERMANY REGARDING ARTICLE 16 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS.

LONDON, *December* 1, 1926.

YOUR EXCELLENCIES,

The German Delegation has requested certain explanations in regard to Article 16 of the Covenant of the League of Nations.

We are not in a position to speak in the name of the League, but in view of the discussions which have already taken place in the Assembly and in the Commissions of the League of Nations, and after the explanations which have been exchanged between ourselves, we do not hesitate to inform you of the interpretation which, in so far as we are concerned, we place upon Article 16.

[1] Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

[1] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

037072

Total Copies.....

H3534 – 0016

In accordance with that interpretation, the obligations resulting from the said Article on the Members of the League must be understood to mean that each State Member of the League is bound to co-operate loyally and effectively in support of the Covenant and in resistance to any act of aggression to an extent which is compatible with its military situation and which takes its geographical position into account.

We have the honour, etc.

Emile VANDERVELDE.
Aristide BRIAND.
Stanley BALDWIN.
Austen CHAMBERLAIN.
Vittorio SCIALOJA.
Alexandre SKRZYNSKI.
Dr. Eduard BENEŠ.

037073

H3534-0016A

TC- 12

GB 13
H-3534

TC 12

G. B. EXHIBIT

TC 12

G. B. EXHIBIT 13

13
Filed Dec. 5, 1945
[illegible]
[illegible]

GB 13

037060

13

H3534 -0017

H3534-0018

12 pages